2 octobre 2014 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration conjointe à la presse de MM. François Hollande, Président de la République, et Alexander Stubb, Premier ministre de Finlande, sur les relations franco-finlandaises, la construction européenne et sur la politique économique.

LE PRESIDENT Mesdames, Messieurs, j'ai reçu ce matin le Premier ministre finlandais, Alexander STUBB qui est un ami de la France, qui est un francophone et qui est un francophile aussi, qui a passé une partie de sa vie, ici, dans notre pays et dans d'autres pays francophones. Et avec lequel nous avions l'habitude de travailler dans les fonctions qu'il avait pu occuper jusqu'à présent.

La France et la Finlande sont liées par des relations politiques cordiales et par une amitié ancienne et par un même attachement aussi à la culture. La meilleure preuve, c'est qu'il y aura demain, le Salon du livre de Turku et où la langue française aura toute sa place, et je voulais l'en remercier.

Nous avons abordé ensemble les grands sujets qui nous concernent. Le premier, c'est d'abord nos relations bilatérales, notamment sur le plan économique et énergétique. En matière d'énergie, la France et la Finlande partagent les mêmes conceptions et avancent dans la diversification de leur bouquet énergétique, avec le renouvelable qui doit prendre toute sa place et l'énergie nucléaire qui doit garder son rôle.

Notre ambition commune, c'est de nous rendre le moins dépendant possible des sources extérieures et de moins rejeter des gaz à effet de serre. C'est le sens, en ce qui concerne la France, de la loi sur la transition énergétique qui est en discussion au Parlement et qui permet justement d'assurer cette diversification énergétique pour notre pays.

Nous allons présenter un texte commun pour le Conseil européen qui se tiendra à la fin du mois d'octobre, pour justement défendre cette conception de la diversification énergétique et de l'indépendance dans la perspective de la Conférence sur le climat, qui se tiendra en France à la fin de l'année 2015.

Nous avons également sur le plan économique la même ambition de développer le numérique, c'est un sujet qui tient beaucoup aux responsable Finlandais M. KATAINEN, le prédécesseur de M. STUBB, avait cette même ambition, qu'il pourra d'ailleurs porter maintenant au sein de la Commission, puisqu'il sera chargé des investissements. Le numérique doit être un moyen pour l'Europe d'assurer son influence, son indépendance et la création d'activités et d'emplois.

Nous avons également des entreprises finlandaises qui sont installées en France, et des entreprises françaises qui sont installées en Finlande. Nos deux pays partagent la même volonté de multiplier ces échanges.

Nous avons évoqué les questions européennes, c'est-à-dire à la fois notre ambition de croissance, parce que nos deux pays connaissent une activité qui est trop faible pour assurer le plein emploi et aussi nos objectifs de réduction de déficit. Nous avons constaté que nous avions là encore une commune volonté de porter la croissance dans le cadre des discussions qui vont avoir lieu au plan européen.

Nous avons évidemment abordé, la question de l'Ukraine, et ce qui se passe à l'Est de l'Europe, en souhaitant qu'il puisse y avoir maintenant l'application du plan de règlement de la crise, de

façon à ce que, à mesure que ce plan sera mis en uvre, les sanctions puissent être levées et la confiance revenir.
Enfin, j'ai remercié le Premier ministre finlandais, et à travers lui la Finlande toute entière pour la part de responsabilité qu'elle a prise dans les principaux conflits du monde et j'ai été particulièrement sensible à la présence de soldats finlandais au Mali, pour venir en soutien de l'opération que nous avions nous même engagée.
M. ALEXANDER STUBB Merci beaucoup M. le Président, Mesdames et Messieurs, nous avons eu une très bonne réunion, une très bonne discussion où nous avons partagé beaucoup de sujets au niveau de l'énergie et du climat. On a exactement les mêmes lignes, c'est-à-dire que l'on pousse deux chemins. Le premier, c'est sur le renouvelable et le deuxième, c'est le nucléaire. C'est une combinaison rare maintenant en Europe.
Nous nous retrouvons beaucoup sur la même ligne. Nous allons publier un papier justement au Conseil européen.
Deuxième chose que l'on a traitée, c'est l'économie. Là, nous avons exactement le même problème que la France. L'Europe a connu une triple crise. La première, c'était la crise financière £ la deuxième, c'est la crise bancaire et la crise de la dette £ la troisième maintenant, c'est la crise de croissance. Donc, nous essayons de trouver des solutions pour avoir une bonne croissance dans l'avenir.
Nous avons aussi évoqué la question de la Russie, l'Ukraine. Là encore, nous avons la même ligne. A mon avis, la ligne européenne était très unie sur cette question très difficile.
C'est toujours un grand plaisir d'être ici à Paris, surtout en France en général, ici à l'Elysée. Merci beaucoup.
QUESTION Est-ce que vous pouvez nous en dire un petit peu plus sur votre proposition future pour le sommet européen et est-ce que vous soutenez le souci ou le projet de finlandais sur les biocarburants pour le sommet ?
LE PRESIDENT Nous sommes en train de préparer une déclaration commune sur l'énergie, Finlande et France. Et le principe de cette déclaration, c'est la diversification. Nous ne voulons pas être dépendant d'une seule source d'énergie, de tous ce qui contribue à faire apparaitre, grâce aux spécificités de chacun ou aux choix historiques, par exemple le nucléaire, tout ce qui contribue à donner justement cette diversification, nous parait aller dans le bon sens. Nous n'avons pas de réserve là-dessus.
Sur le plan énergétique pour nous, nous avons une coopération qui est bien connue, avec AREVA qui a connu aussi un certain nombre de difficultés, nous entendons la pousser de manière à ce que nous puissions avec ce prototype être exemplaire et pouvoir ensuite l'exporter.
M. ALEXANDER STUBB Sur le biocarburant, nous n'en avions pas encore parlé, mais nous allons continuer. Il faire la distinction entre les premières générations qui sont liées plutôt aux affaires agricoles et la deuxième génération. Et pour trouver des solutions énergétiques, pour être moins dépendant du monde extérieur, je crois qu'il faut pousser le biocarburant deuxième génération et on va continuer de le faire au Conseil européen.
QUESTION Concernant votre budget 2015, qui a été jugé trop optimiste, par exemple le Haut Conseil des finances publiques juge que votre prévision de croissance est trop optimiste. Qu'en dites-vous ?
LE PRESIDENT Avoir fixé 1% de croissance en 2015 parait réaliste. Beaucoup dépendra de plusieurs paramètres. Le premier, c'est de savoir ce que nous faisons en Europe et des décisions que nous allons prendre au mois d'octobre. Second paramètre, c'est l'apaisement qui peut se produire à nos frontières. Parce que nous savons qu'il peut y avoir des conséquences fâcheuses si le conflit en Ukraine se prolongeait au-delà de ce qui est aujourd'hui connu.
Et puis, il y a aussi le niveau de l'euro qui aujourd'hui est à une parité plus réaliste qu'il y a quelques mois. L'euro est à 1,26 par rapport au dollar. Il était à 1,37 il y a quelques semaines. Il y a des taux d'intérêts qui restent exceptionnellement bas. La France par exemple emprunte aujourd'hui à moins de 1,3% à 10 ans. Il y a également ce que fait la Banque centrale européenne, pour mettre des liquidités en circulation, que les banques peuvent utiliser pour

prêter aux
entreprises £ il y a enfin le plan de 300 Mds de Jean-Claude JUNCKER, même s'il y a dans ce plan de l'investissement public et de l'investissement privé. Il sera utilisé sur plusieurs années, mais le plus vite sera le mieux.
A partir de tous ces paramètres, et sachant que l'économie américaine est en reprise, que les pays émergents restent à un niveau de croissance élevé, même s'ils ont pu connaitre un ralentissement, faire 1% de croissance me parait réaliste.
Voilà ce que nous avons convenu et c'est ce que d'ailleurs la plupart des économistes ont prévu. Mais, je vais vous faire une confidence, la plupart des économistes s'étaient déjà trompés l'année dernière, s'étaient trompés il y a 2 ans, s'étaient trompés il y a 3 ans. Je ne vous dis pas ce qu'ils avaient imaginés il y a 4 ans ou 5 ans Donc, nous restons confiants.
M. ALEXANDER STUBB Ecoutez, avec la Finlande, en 2008, les économistes avaient prévu que le PIB de la Finlande serait aujourd'hui 15% plus élevé que le PIB actuel.
Or, ce n'est qu'en 2018 que nous retrouverons le PIB en de 2008... Donc, nous sommes tous dans une situation très difficile et je voudrais ajouter que la France fait maintenant des changements structurels, difficiles et énormes. C'est très difficile de prévoir exactement les niveaux de croissances, en Finlande, ou en France. Mais nous allons continuer avec les changements structurels.
Il y a les mesures prises par la BEI et il y a aussi le niveau de l'euro qui nous aide un peu. Donc, ce n'est pas une situation très facile, mais nous faisons des efforts, en Finlande et en France aussi.
LE PRESIDENT Le pacte de responsabilité, vous connaissez puisque vous avez l'air de parfaitement pénétrer l'économie française de votre savoir et de vos informations. Le pacte de responsabilité qui s'est déjà appliqué ce mois de mai, va être pleinement mis en uvre à partir du mois de janvier, avec des conséquences nécessairement sur l'activité et sur l'emploi en 2015. Mais, nous avons pris plutôt un chiffre prudent.
Merci.